

Dans quelles mesures les populations sont-elles moins exposées aux risques technologiques ?

Les surfaces concernées par les PPRT ont diminué depuis 2009 du fait de la cessation d'activité de plusieurs entreprises sur le territoire de la DTA. Les 16 PPRT toujours actifs sont approuvés à 75 %, suite à de nombreuses étapes de concertation avec les communes concernées notamment. La réalisation de DICRIM est en progression en Seine-Maritime, département avec le plus de communes concernées par ce document, mais le taux de réalisation reste inférieur à la moitié des communes concernées.

Évolution du nombre de PPRT prescrits-approuvés

Les départements de la Seine-Maritime, de l'Eure et du Calvados sont concernés (en Août 2014) par 16 Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT), dont 14 en zone DTA. Ces 16 PPRT concernent 46 établissements, dont 44 sont situés dans la zone DTA.

On notera que 3 PPRT ont été abrogés, par suite de fermeture des établissements concernés (Alizay et Honfleur), ou de réduction des quantités stockées conduisant à ce que les établissements ne soient plus classés Seveso « seuil haut », et donc plus soumis à PPRT (Ouireham). Enfin, le PPRT anciennement nommé « Rouen Ouest » a été divisé en deux compte tenu de la situation de la raffinerie Petroplus. On compte désormais un PPRT de « Petit et Grand-Quevilly » qui regroupe l'usine Borealis et 4 dépôts Rubis, et le PPRT de « Petit-Couronne », qui regroupe le dépôt de GPL de Butagaz (en activité), l'ancienne raffinerie Petroplus et les cavernes de stockages de GPL anciennement exploitées par Shell. En fonction du devenir des deux derniers sites, le contour du PPRT sera ajusté.

Depuis 2009, sur l'ensemble des trois départements, tous les PPRT ont été prescrit. 13 sur 16 des PPRT du périmètre de la DTA sont aujourd'hui approuvés. Le dernier en date est celui de Port-Jérôme, premier « PPRT de Zone » (6 établissements Seveso), validé par arrêté préfectoral, en 2014. Sont encore en procédure d'approbation les PPRT du Havre, du Petit et Grand-Quevilly, de Petit-Couronne et de Mondeville.

Évolution des surfaces en « maîtrise d'urbanisation » dans les zones de PPRT

Évolution annuelle des surfaces incluses dans les périmètres des PPRT

	2010		2011		2012		2013		2014	
	Total 3 Dpts	Zone DTA								
Surface approximative concernée par un PPRT approuvé (en Ha)	11	11	91,3	91,3	4 624	159	4 800	336	7 500	3 140

Les surfaces estimées en « maîtrise d'urbanisation » pour les PPRT approuvés sont les suivantes : Brionne (11 ha), Caudebec-en-Caux (5,3 ha), Port-Jérôme (2 000 ha), Saint-Jouin Bruneval (45 ha), Saint-Aubin les Elbeuf (112 ha), Saint Pierre les Elbeuf (330 ha), Monville (65 ha), Rouen Lubrizol (27 ha), Gaillon (165 ha), Saint-Pierre la Garenne (23 ha), Vernon (4 300 ha), Honfleur (75 ha), Boulon (437 ha).

* zone appelée à diminuer en fonction de l'évolution du site

Évolution des « Dossiers d'Informations Communales sur les Risques Majeurs » (DICRIM) dans les communes de la DTA

	2009			2010			2011			2012			2013		
	14	76	27	14	76	27	14	76	27	14	76	27	14	76	27
Départements	14	76	27	14	76	27	14	76	27	14	76	27	14	76	27
Nombre de DICRIM	79	133	175	nd	138	190	98	148	191	nc	nc	191	nc	280	191
% de DICRIM/au nombre total de communes étant soumises à cette obligation	25,3	35,2	87,1	nd	36,6	94,5	13,9	39,4	95	nc	nc	95	nc	40,5	95

Données cumulées

La taux de réalisation des DICRIM dans le Calvados s'approche progressivement du 100 % de réalisation, même si ce taux est en stagnation depuis 2011. Le nombre de communes soumises à la rédaction de ces documents est bien plus important en Seine-Maritime, où les risques industriels sont très présents. Cependant, moins de la moitié des communes ont mis en place ce document.

La comptabilisation des communes couvertes par un DICRIM n'a pas été mise à jour dans l'Eure, bien que la mise à jour des risques présents dans chaque commune ait été effectuée. A noter qu'une commune, La Chapelle de Hareng a réalisé un DICRIM de manière volontaire.

Sources : DREAL HN ; Préfecture 14, 76 et 27

« DTA Estuaire Seine »

Dispositif de suivi - évaluation - Bilan quinquennal 2014

DREAL Haute-Normandie

